

Face à face entre les opposants et Direct Energie

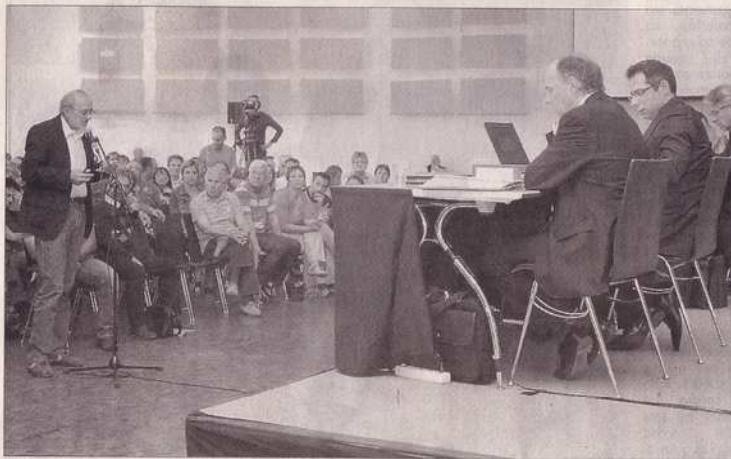
Un échange électrique

À l'initiative du commissaire enquêteur, la réunion d'information autour du projet de centrale électrique à Hambach a rassemblé 500 personnes. Les opposants ont renouvelé leurs inquiétudes et Direct Energie a tenté de faire valoir ses arguments.

L'enquête publique sur le projet d'installation d'une centrale électrique à Hambach étant prolongée jusqu'au 24 juillet, le face-à-face entre le maître d'ouvrage (Direct Energie) et le public était attendu. Jean-Frédéric Monzelun, commissaire enquêteur, dirige le débat. À quelques mètres, Victor Lévy-Frébault, chef de projet chez Direct Energie, et un technicien de CDF ingénierie, le bureau d'études ayant rédigé le dossier d'enquête publique. Dans la salle, surtout des "anti-centrale" avec Michel Kuffler, au premier rang.

« Répondre à un besoin »

Direct Energie a rappelé le mode de fonctionnement d'une usine de production d'électricité « avec une technologie de cycle combiné gaz naturel qui assure le meilleur rendement » : l'objectif visé est d'atteindre un million de clients en 2010 et répondre aux pics de consommation ; le feu vert donné le 14 juin par arrêté du ministère de l'Écologie « puisque notre dossier est conforme à la politique énergétique de la France et entre dans le cadre du Grenelle de l'environnement ». À propos des rejets, Victor Lévy-Frébault rétorque que « les apports de l'usine sont largement inférieurs aux seuils autorisés. Entre 2002 et 2006, les rejets de poussières dans l'agglomération de Sarrebourg-Sarreguemines atteignaient 19 à 22 mg/m³ d'air alors que celle de l'unité seront entre 0,4 et 0,6 mg/m³ d'air ».



Cinq cents personnes, essentiellement des opposants, ont fait face aux représentants de Direct Energie, de CDF ingénierie et au commissaire enquêteur, initiateur de cette réunion d'échange et d'information.

« La santé prime »

Au micro, les opposants se succèdent. Chacune des questions est ponctuée d'applaudissements. Et lorsque le maître d'ouvrage apporte des réponses que la salle juge peu convaincantes, des huées fusent. Ambiance. Le Dr Hacène Sadok évoque « les risques néfastes d'une telle centrale pour la santé publique, notamment chez les asthmatiques, insuffisants respiratoires, femmes enceintes, cardiaques ». Porte-parole de 70 médecins généralistes et spécialistes ayant cosigné une pétition, il demande : « Avez-vous une étude scientifique qui prouve que les rejets n'auront pas

de répercussions dans les 20 ans ? ». Le maître d'ouvrage répond : « Non, mais nos évaluations sont 25 fois inférieures aux seuils autorisés. La Ddass maîtrise ce sujet et jugera ». Le médecin cite ensuite des taux de cancers supérieurs à la moyenne dans le secteur de Sarrebourg-Sarreguemines : « La région est déjà polluée. Vous ne pouvez pas rajouter un delta de plus. Ce qui me dérange, ce n'est pas la production, mais les risques pour la santé ». Réponse de Direct Energie : « Nous ne venons pas pour donner des maladies ». Philippe Estève suggère de valoriser les calories dispersées dans la nature en équipant en chauffage des bâtiments.

« Embarras »

Pour y parvenir, le promoteur explique que l'usine doit fonctionner en mode continu alors qu'il sera discontinu (4 500 h par an). Suit une cascade de questions techniques sur la faune et la flore ; le taux de rendement annuel ; le pompage, refroidissement et déversement de l'eau dans la Sarre ; les taux d'émissions dans l'air ; les effets concomitants des polluants ; les conséquences des interactions possibles entre la pollution d'1-neos et celle pouvant provenir de l'usine électrique ; l'impact sur les salariés de la zone et les 80 enfants de la crèche...

Dans cet échange, les chiffres, craintes et conclusions des opposants se télescopent avec les données, commentaires et assurances de Direct Energie. À plusieurs reprises, le maître d'ouvrage se retranche derrière les études des services de l'État (Ddass, DIRE, DIREN, Police de l'eau, DDE...). Les normes de l'Institut de veille sanitaire ou de l'Organisation mondiale de la santé et les réglementations en vigueur. Ce qui fait dire à Michel Uhring : « Sur plusieurs points, je constate votre embarras ». À l'issue de la réunion, le doute demeure.

F.S.

Denis Lieb demande un report

Conseiller général de Sarre-Union, Denis Lieb demande au Préfet de la Moselle de reporter l'enquête publique au mois de septembre. « Le projet de centrale électrique suscite bien des interrogations. La population a le sentiment, à travers une enquête organisée en juillet, qu'on veut la court-circuiter. Face aux enjeux, à l'impact non négligeable sur le territoire et les hommes, il convient de dissiper tout malentendu et de ne pas donner de prise aux critiques d'une enquête menée dans la précipitation ».

La mobilisation ne faiblit pas

La réunion de jeudi soir ne les aura pas rassurés. Elle les aura même convaincus de poursuivre leur mouvement. Hier, près de 850 opposants à la centrale ont manifesté dans les rues de la ville pour exprimer leur colère.

Rassemblés place de la Gare, les manifestants donnent rapidement le ton. Masque, combinaison blanche, pancartes, drapeau noir à tête de mort... Les opposants au projet de centrale ont sorti l'artillerie lourde et sont déterminés à se faire entendre. « Hier (jeudi soir), nous avons eu la preuve que Direct Energie peine à nous donner des réponses précises à des questions précises. » En tête de cortège, Michel Kuffler, maire d'Herbitzheim, ne cache pas sa satisfaction d'avoir réussi à mobiliser la foule. Il livre les dernières consignes aux manifestants. 850 selon la police, près de 2 000 selon les organisateurs. « Il faut bloquer le pont des Alliés. Ne laissez aucun espace. Il faut que l'on dérange le plus possible ! » Direction la sous-préfecture, où une délégation de douze personnes composée de quatre médecins, d'un ingénieur, de membres du collectif, sera reçue par Josette Michel. Le long du parcours, des tracts sont distribués aux passants pour continuer « le devoir d'information » et dénoncer le projet d'implantation d'une centrale à gaz, « une aberration technologique, sanitaire et écologique ».



Près de 900 personnes ont manifesté pour dénoncer leur opposition au projet Hambregie.

« On ira jusqu'au bout »

Depuis quatre semaines, la mobilisation ne s'essouffle pas. La plupart des manifestants n'ont manqué aucune réunion publique. À l'instar de cet habitant de Sarrebourg. En attendant d'avoir le compte rendu de l'entrevue, il patiente devant les grilles de la sous-préfecture en brandissant sa pancarte. « J'ai un cancer et je ne veux pas en avoir un deuxième à cause de la centrale, ni que les

gosses qui courent dans la rue en attrapent un ! » La veille, il a assisté à la réunion d'information et n'a pas été convaincu par les explications de Direct Energie. « Ils étaient nuls. Si j'étais patron, je les virerais ! »

Le temps de l'entretien, les manifestants patientent et sont postés aux quatre coins des carrefours « Non à la pollution ! Hambregie, non merci ! Nous valons plus que toutes les pollutions... », reprennent-ils en

choeur. « On ira jusqu'au bout ! Cette centrale, on n'en veut pas, on n'en a pas besoin ! »

Le collectif a déjà prévu les prochaines manifestations. Le 14 juillet, lors de la fête du village de Witting, mercredi 15 juillet, à la salle communale de Zetting, jeudi 16 juillet à Wœfling et vendredi 17 juillet à Neufgrange. « S'il le faut, on bloquera l'autoroute ! », annonce Michel Kuffler.

A.K.